

罷工 [bagong] Grève

Toute grève est un sabotage de l'économie chinoise et un attentat contre le Parti qui l'a si glorieusement hissée au sommet de la rentabilité. Au demeurant, il relève de notre responsabilité de garantir à nos amis entrepreneurs étrangers la stricte application des lois régissant le travail, lesquelles ont déterminé leur choix d'investir leurs capitaux dans notre patrie. Toute évocation du mot grève est donc criminelle et antipatriotique par essence et doit être interdite absolument. En tout état de cause, à défaut de pouvoir les empêcher totalement, bien que nous nous y employions par tous les moyens à notre disposition, plus il y aura de grèves dans nos usines, moins il sera tolérable d'en parler.



網絡關鍵文字和諧總局

BUREAU D'HARMONISATION DES MOTS-CLÉS

*Quand les hommes cessent de travailler,
les mots changent d'emploi.*

Raoul VANEIGEM

EN CHINE, les grèves étant interdites et le syndicat unique étant la seule organisation censée exprimer les intérêts des travailleurs, tout mouvement de grève est, par définition, autonome et sauvage.

Malgré l'exercice sournois ou brutal du pouvoir, un mécontentement général se fait jour peu à peu qui laisse augurer de transformations profondes de la société. Les grèves, longtemps impossibles, sont aujourd'hui monnaie courante. Des protestataires en

colère occupent leur entreprise, incendient les locaux de l'administration étatique, manifestent dans la rue, affrontent les forces de police. Les plaignants, toujours plus nombreux, quittent leurs lointaines provinces pour venir adresser leurs requêtes au Bureau des plaintes et des visites à Pékin et campent à proximité, des mois durant, en attendant l'examen de leur cas. Face à cette montée de la contestation, le pouvoir utilise selon le cas la carotte ou le bâton – le bâton quand les protestataires sont suffisamment isolés pour que le pouvoir ne se sente pas menacé ; la carotte quand le mouvement prend une telle ampleur qu'il risque de dégénérer.

Au cours de l'année 2010, on a ainsi vu les autorités négocier avec des grévistes, notamment chez Foxconn et Honda, et les patrons finir par leur accorder d'importantes augmentations de salaire. Sans remettre en cause la détermination des ouvriers ni minimiser leur victoire, il convient de noter que les deux entreprises étaient aux mains de capitalistes étrangers (taïwanais pour Foxconn, japonais pour Honda), sur lesquels le pouvoir chinois n'était sans doute pas mécontent de voir s'exercer une certaine pression, tout en flattant le chauvinisme populaire.

Le pouvoir communiste et les capitalistes privés, « rouges » ou associés, ont aujourd'hui d'autres moyens que la répression directe pour effacer ces « victoires » obtenues par l'action collective. Tout d'abord, dans le cas du salaire à la pièce, en jouant sur l'intensité du travail. Comme l'explique une ouvrière gréviste de Dongguan, dans le Guangdong : « L'entreprise a suivi la revalorisation du salaire minimum, mais elle en a aussi profité pour augmenter notre charge quotidienne de travail. Auparavant, nous

devions façonner 6 000 pièces en huit heures pour toucher notre salaire de base... Maintenant c'est 9 000 pièces qu'il nous faut usiner dans le même temps ! En passant de 770 à 920 yuans [de 82 à 105 euros], le salaire minimum n'a augmenté que de 19 %, tandis que notre charge de travail, elle, a augmenté de 50 % ! Et vous voulez que les ouvriers se réjouissent ? » Les capitalistes peuvent aussi augmenter la productivité en modernisant les conditions de production, en mécanisant et en informatisant davantage les tâches. On constate enfin, depuis 2010, une forte inflation qui ronge le pouvoir d'achat des travailleurs. En mars 2011, le taux d'inflation a dépassé les 5 % sur un an et les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 12 %.

Début 2011, on a vu apparaître dans la presse occidentale des textes anticipant un probable « printemps ouvrier ». La multiplication des grèves sauvages au cours de l'année 2010 avait nourri, chez certains observateurs occidentaux spécialistes de la Chine, l'espoir ou la crainte que ces « tensions sociales » n'annoncent une généralisation des conflits, une sorte de Grand Soir dans l'empire du Milieu. Il se pourrait en effet qu'un tel mouvement se produise, mais on ne doit pas oublier l'une des leçons à tirer des révoltes récentes dans les pays arabes : s'il faut plus que jamais se méfier de la cécité des « experts » à l'égard des mutations à l'œuvre dans le tréfonds des sociétés, il faut également se méfier de leur capacité à prédire les mouvements sociaux en les surévaluant par anticipation.

Les observations sociologiques d'une situation ne suffisent pas à prévoir l'avenir, et l'histoire ne se déroule pas comme un « copier-coller », même si

l'effet de contagion joue souvent un rôle dans la dynamique des mouvements sociaux. L'existence de conditions favorables à l'éclosion d'une révolte ne signifie nullement que cette éclosion surviendra bel et bien.

La grève sauvage est sauvage justement parce qu'elle n'est ni prévue ni annoncée, et son éventuelle contagion est tout aussi imprévisible. Sur ce chapitre, les travailleurs chinois n'ont pas fini de surprendre leurs maîtres, ainsi que les conseillers du prince ou de l'« investisseur » que sont les « spécialistes » occidentaux de l'économie chinoise. De même qu'ils nous surprendront forcément aussi, nous qui leur souhaitons chaleureusement plus de succès dans leurs combats pour la dignité et l'équité. Ce que les grèves et les autres « incidents de masse » nous disent, c'est que la lutte des classes est, par une sorte de « justice poétique », la principale menace qui plane sur un pouvoir toujours prétendument « communiste ». En mettant sans aménité les pieds dans le plat, les ouvriers en colère font voler bien des mythes en éclats et éclaboussent les habits neufs des cadres maoïstes devenus gestionnaires du capital. Las de picorer les miettes du festin capitaliste, les pauvres exigent leur part du gâteau : leur degré d'appétence influera assurément sur nos existences.